

## Loi

CE DOCUMENT  
APPARTIENT A  
MF LEG / DOC NORMES

## Décrets, Arrêtés et Décisions

## TEXTES GÉNÉRAUX

## Loi n° 98-015

du 12 mai 1998, portant Statut Général des Gens de Mer en République du Bénin.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a délibéré et adopté.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

## DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article premier.- Le présent statut et ses annexes ont pour objet les droits et obligations du personnel navigant, les conditions et les modalités de son recrutement et de son travail, de sa classification, de sa rémunération, du déroulement de sa carrière, ainsi que de sa promotion et de sa protection sociale ;

Art. 2.- Pour l'application du présent statut, les termes ci-après s'entendent comme suit :

- «marin», «membre d'équipage», ou «personnel navigant» signifie, s'il n'est pas précisé de fonction, toute personne embarquée à bord d'un navire et inscrite sur le rôle principal d'équipage.

- «officiel» désigne, lorsqu'il n'est pas précisé de fonction, toute personne remplissant une fonction pour laquelle il est exigé un titre ou un brevet d'officier de la marine marchande, tel que défini par la présente loi.

- «capitaine signifie le commandant d'un navire et chef de l'équipage du navire.

- «armateur» ou «armement» désigne toute personne physique ou morale qui équipe ou arme un navire pour navigation.

Art. 3.- Le présent statut ainsi que ses annexes seront modifiés en cas de besoin.

Est nul et de nul effet, tout règlement particulier qui déroge aux dispositions du présent statut dans un sens défavorable aux marins.

TITRE PREMIER  
DES RELATIONS DE TRAVAIL

## CHAPITRE PREMIER

## Conditions et modalités de recrutement

Art. 4.- L'embarquement en qualité de membre de l'équipage d'un navire béninois doit, dans la proportion de 75%, être réservé

aux nationaux béninois ou aux nationaux d'autres Etats ayant passé avec le Bénin des accords de réciprocité.

Toutefois, le marin béninois a priorité d'embarquement sur les autres marins.

Cependant, des dérogations peuvent être accordées par le directeur de la marine marchande lorsqu'il est impossible de recruter sur place le personnel navigant nécessaire.

Art. 5.- Tout candidat à un emploi de marin à bord des navires béninois doit être en possession d'un livret professionnel maritime, jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité.

En ce qui concerne les étrangers, le directeur de la marine marchande déterminera les conditions supplémentaires de leur recrutement.

Art. 6.- La marin est tenu de se soumettre à une visite médicale d'aptitude physique avant toute décision d'engagement.

Art. 7.- Pour le recrutement d'un marin d'âge inférieur à celui prévu par la loi, autorisation des parents ou celle de leur représentant (tuteur légal) est exigée.

Art. 8.- L'engagement des officiers d'effectue parmi les brevetés de la marine marchande aux conditions exigées par les lois et règlements maritimes en vigueur.

Art. 9.- Les autres membres d'équipage sont recrutés en priorité parmi :

- les élèves des écoles d'apprentissage maritime, les anciens marins et les éléments démobilisés de la marine nationale ;
- les ouvriers hautement qualifiés voulant embrasser la carrière de marin après avoir subi avec succès un test au préalable ;
- les titulaires des diplômes des écoles ou instituts hôteliers (agents de service général).

Art. 10.- Tout candidat retenu pour un emploi de marin doit constituer un dossier comportant les pièces suivantes :

- une demande manuscrite ;
- une copie d'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- une copie de diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;
- un livret professionnel maritime ;
- deux photos d'identité.

Art. 11.- L'embarquement des élèves officiers, mousses et officiers ne peut être autorisé que par le directeur de la marine marchande qui en fixera le nombre après consultation de l'armateur et suivant les nécessités de la formation.

Art. 12.- Avant d'être confirmé, le personnel navigant nouvellement engagé, est soumis à une période d'essai de trois (3) à douze (12) mois de navigation effective au cours de laquelle il est procédé au recueil de toutes les indications relatives aux qualités et capacités professionnelles de l'intéressé.

Art. 13.- Si la période d'essai est jugée satisfaisante, le marin est confirmé dans son emploi et considéré comme ayant conclu avec l'armement un engagement d'une durée indéterminée ou déterminée selon les clauses du contrat.

Art. 14.- Les vacances de poste sont pourvues, dans le cas de promotion interne, par la nomination de marins confirmés du même grade ou du grade immédiatement inférieur, en fonction de l'ancienneté, des aptitudes et des notations et compte tenu des exigences du poste à pourvoir.

Si, au terme d'une période de six (6) mois, l'intéressé s'avère apte à occuper le poste, il est confirmé ; dans le cas contraire, il est réaffecté à son poste antérieur.

Art. 15.- Tout membre d'équipage peut occuper à titre de remplacement provisoire un poste supérieur au sein s'il est jugé apte à assurer les fonctions et responsabilités de ce poste.

Pendant cette période, il perçoit les soldes et indemnités afférentes à ce poste.

La durée de remplacement ne peut excéder douze (12) mois consécutifs ou non. A l'expiration de ce délai, l'intéressé doit être régulièrement classé dans la catégorie de sa nouvelle fonction. Pour les postes de commandants et de chefs mécaniciens, ce délai est de vingt quatre (24) mois consécutifs ou non.

Art. 16.- L'engagement d'un marin se fait en principe au premier échelon de sa catégorie de classement. Toutefois, l'ancienneté acquise dans d'autres armements comptera pour les 2/3 dans les classements catégoriels.

En cas de désaccord, l'arbitrage du directeur de la marine marchande sera requis.

## CHAPITRE II

### *Détachement et mise en disponibilité*

Art. 17.- Le détachement est une position d'activité.

La position du marin détaché est celle qui place l'intéressé hors de l'armement tout en lui conservant le bénéfice de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Art. 18.- Le détachement peut-être prononcé d'office en cas de nécessité impérieuse de service.

Il peut être prononcé par l'armement à la demande du marin. Il peut également intervenir dans les cas suivants :

- détachement pour exercer une fonction publique, politique ou syndicale lorsque celle-ci comporte des obligations empêchant le marin d'assurer normalement ses fonctions à l'armement ;

- détachement auprès d'organisme dans lesquels l'Etat détient une participation au capital.

- détachement auprès d'organismes internationaux.

Le marin qui, postérieurement à son recrutement, est appelé à effectuer la durée légale du service national, est placé en position de détachement pour service national, avec, suspension de salaire et des avantages y afférents.

La période du service national est prise en considération dans le calcul de l'ancienneté de service. A l'expiration de la durée légale du service national, le marin est réintégré sur sa demande et retrouve de plein droit son poste de travail ou un poste équivalent.

Le détachement est prononcé pour une durée maximale de cinq (5) ans renouvelable.

La décision de détachement précisera en outre, si le détachement est accordé avec ou sans solde, et avec ou sans avantages statutaires.

Art. 19.- Tout marin libéré de ses fonctions professionnelles pour exercer les fonctions électives, bénéficie du droit à la réintégration au poste de travail qu'il occupait ou à un poste au moins équivalent.

Art. 20.- La mise en disponibilité consiste en une suspension provisoire de la relation de travail avec suppression de la rémunération.

La période de la mise en disponibilité n'est pas prise en compte pour le calcul de l'ancienneté.

Elle est prononcée sur la demande du marin :

- en cas d'accident ou de maladie du conjoint, d'un enfant ou de toute autre personne à charge ;

- pour effectuer des études ou des recherches présentant un intérêt général ;

- pour convenance personnelle après cinq (5) ans d'ancienneté à compter de la date d'engagement de l'intéressé.

Art. 21.- En aucun cas, le marin ayant formulé sa demande de mise en disponibilité ne peut quitter son service avant d'avoir obtenu l'accord de l'armateur, faute de quoi il sera considéré en position d'abandon de poste et encourra des sanctions disciplinaires prévues à cet effet.

La réponse de l'armateur devra intervenir dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date de dépôt de la demande.

## CHAPITRE III

### *Durée et Organisation du Travail*

Art. 22.- La durée hebdomadaire de travail est fixée à 48 heures à bord des navires.

Art. 23.- La journée de travail est définie selon le type de navigation qu'effectue le navire par le capitaine conformément aux textes en vigueur. Il organise le quart pour le personnel du pont comme pour le personnel de la machine en collaboration avec le chef mécanicien.

Art. 24.- Chaque membre de l'équipage est tenu d'accomplir huit (8) heures de travail chaque jour pendant six (6) jours de la semaine, soit quarante huit (48) heures par semaine.

Art. 25.- Toute heure de travail dûment effectuée en dépassement des heures prévues à l'article 24, est considérée comme



supplémentaire et donne droit à une majoration de salaire conformément aux dispositions du code de la marine marchande.

Art. 26.- Pour le personnel «pont et machine», la journée de travail se déroule comme suit :

1° - Au port : entre 6 heures et 18 heures avec une suspension de 2 heures pour le repas entre 11 heures et 14 heures.

2° - Pour les agents du service général, de 6 heures à 22 heures en cas de service à la mer et en cas de service au port de 6 heures 30 minutes à 22 heures lorsque l'équipage est nourri, et de 6 heures à 18 heures lorsque l'équipage n'est pas nourri. Dans tous les cas, un repos intermédiaire d'une durée de 4 heures au moins est accordé.

3° - A la mer : Pour les navires de commerce en trois quarts de 2 x 4 heures par homme.

S'il y a au moins trois (3) quarts, la période de travail continu ne doit pas dépasser six (6) heures au pont et cinq (5) heures à la machine. Elle doit être suivie d'une période de repos ininterrompu d'au moins six (6) heures sauf pour les impératifs de sécurité du navire ou de l'équipage ou lorsque le navire est en manoeuvre.

4° - Pour les navires de pêche, le travail est continu. Un repos minimum de huit (8) heures par jour ou de six (6) heures en moyenne par jour sur cinq (5) jours doit être accordé à chaque membre de l'équipage.

5° - Pour le pilotage et le remorquage, le service continu de 24 heures doit être suivi de 48 heures de repos.

Art. 27.- A bord des navires transporteurs de passages, le service dans les ports d'escale lorsqu'il y a des passagers à bord est établi sur les mêmes bases que le service en mer.

Art. 28.- Le service de garde de nuit au port est assuré soit par un personnel de terre, soit par un personnel de bord. Dans ce dernier cas, cette garde est assurée de la façon suivante :

- 1er quart : de 18 heures à 00 heure
- 2è quart : de 00 heure à 06 heures.

Six (6) heures de garde de nuit sont considérées comme équivalent à huit (8) heures de travail.

Chacun des hommes ayant effectué le service de garde comme ci-dessus décrit, aura droit à vingt quatre (24) heures de repos.

Lorsque en raison du départ du navire, le repas ne peut être pris, il est compensé au port suivant ou reporté sur la période de congé.

Art. 29.- Le service de sécurité au port est organisé par bordée de douze (12) ou vingt quatre (24) heures. Il donne droit alors à vingt quatre (24) ou quarante huit (48) heures de repos selon le cas.

Art. 30.- Le passage du service à la mer au service au port a lieu tant pour le pont que pour la machine, lorsque le capitaine considère la traversée comme terminée et le navire comme parvenu à son poste d'arrivée définitif.

Art. 31.- Le passage du service au port au service à la mer s'effectue, en ce qui concerne le personnel du pont et le personnel de la machine, au plus tard à la prise du quart précédant l'appareillage.

Le changement de service à la mer ou au port est à l'appréciation du commandant ou du chef mécanicien.

Art. 32.- La durée de l'embarquement est fixée par les conventions internes, en tenant compte des spécificités propres à chaque type de navigation et des besoins de roulement du personnel.

Toutefois, cette période ne peut excéder six (6) mois.

Art. 33.- La durée légale de travail pour le marin pour prétendre aux droits à la retraite est fixée à trente (30) ans de service ou à cinquante cinq (55) ans d'âge.

#### CHAPITRE IV Absences

Art. 34.- Sauf les cas expressément prévus par la loi ou la réglementation, le personnel navigant quelle que soit sa position dans la hiérarchie ne peut être rémunéré pour la période d'absence au travail.

Art. 35.- Toute absence non justifiée ou non autorisée est sanctionnée.

Art. 36.- Des autorisations spéciales d'absence peuvent être accordées, sur justification et si les nécessités de service le permettent, au personnel navigant qui a un besoin impérieux de s'absenter, jusqu'à concurrence de cinq (5) jours par embarquement.

Art. 37.- Les cas et les conditions dans lesquels le personnel navigant peut bénéficier d'absence spéciale payée sont fixés par les conventions internes. Dans ces cas, l'intéressé doit être inscrit sur un rôle annexe et continuer de bénéficier des droits et avantages attribués à son dernier poste de travail.

#### CHAPITRE V Congés

Art. 38.- Arrivé au terme de sa période d'embarquement, le personnel navigant a droit à un congé payé dont la durée est fixée conformément au tableau figurant en annexe I du présent statut.

Art. 39.- Un repos complet d'une journée par semaine, en principe le dimanche, doit être accordé au marin, à l'exception des officiers lorsque l'engagement maritime a une durée supérieure à six (6) jours.

Toutes les fois que le repos hebdomadaire n'a pu être donné à sa date, il doit être remplacé par un repos de vingt quatre heures consécutives, soit au retour du navire au port d'immatriculation, tête de ligne ou de retour habituel, soit par accord mutuel dans un port d'escale.

Tout repos hebdomadaire non donné à sa date et non sensé ainsi qu'il est dit ci-dessus donne droit à un jour de congé.

Art. 40.- Tout travail exécuté le jour du repos hebdomadaire en attend l'effet sauf s'il est nécessité par un cas fortuit, si sa durée n'excède pas deux (2) heures.

Tous travaux nécessités par des circonstances de force majeure mettant en péril le navire, les personnes embarquées ou la cargaison, circonstances dont le capitaine est seul juge, ou par des occupations d'assistance, sont obligatoires et ne sont pas considérés comme portant atteinte à la règle du repos hebdomadaire. Il n'y a pas lieu à compensation.

Art. 41.- Le départ en congé est une obligation à laquelle tout personnel navigant doit se conformer.

En aucun cas, le congé ne peut être compensé par une rémunération.

Art. 42.- Les événements énumérés ci-dessous donnent lieu à attribution de congés spéciaux rétribués :

- mariage du marin..... 3 jours ouvrables ;
- décès du conjoint du marin..... 3 jours ouvrables ;
- décès d'un enfant survécu..... 3 jours ouvrables ;
- naissance d'un enfant au foyer du marin..... 3 jours ouvrables ;
- mariage d'un enfant du marin..... 2 jours ouvrables ;
- décès d'un ascendant, descendant, frère, soeur..... 3 jours ouvrables ;
- En cas de circonstances exceptionnelles ou graves..... 3 jours ouvrables ;

Ces congés peuvent être augmentés d'une période de délai de route d'une durée maximale de quarante huit heures.

Dans une limite maximale de dix (10) jours par an, ces congés spéciaux ainsi que les délais de route s'il en est éventuellement accordé n'entrent pas en compte dans le calcul du congé.

#### CHAPITRE VI Conciliation et Recours

Art. 43.- Lorsqu'un différend naît à l'occasion d'une relation de travail entre l'armement et le personnel navigant, un droit de recours est reconnu aux deux parties.

Ce droit de recours s'exerce conformément aux procédures prévues par le code de la marine marchande.

#### CHAPITRE VII Cessation de la Relation de Travail

Art. 44.- Les fonctions du personnel navigant régi par le présent statut prennent fin par :

- la démission ;
- le licenciement à caractère disciplinaire ;
- l'incapacité de travail telle que définie par la réglementation ;
- le licenciement pour compression d'effectifs ;
- la retraite ;
- le décès.

La perte de la nationalité béninoise ou des droits civiques d'une durée supérieure à six (6) mois produisent les mêmes effets.

Art. 45.- A la cessation de la relation du travail, il est délivré au marin un certificat de travail indiquant la date de recrutement, la fonction, la date de la cessation de la relation ainsi que la nature et la qualité du travail accompli.

Art. 46.- Le personnel navigant qui manifeste le désir de quitter définitivement son emploi doit présenter sa démission par écrit.

Il est tenu de respecter un délai de préavis de trois (3) mois.

Le délai de préavis commence à courir à compter de la date de dépôt de la demande de démission dans un port béninois.

L'inobservation de ce délai peut entraîner des poursuites

judiciaires.

Art. 47.- La démission ne peut prendre effet que dans un port béninois.

Art. 48.- La compression d'effectifs ne peut intervenir qu'en cas de nécessité économique valable et après consultation des autorités compétentes.

Art. 49.- Pendant la durée de préavis pour licenciement, le marin s'il n'est pas embarqué, est autorisé à s'absenter : soit deux (2) heures par jour ouvrable, soit deux (2) jours par semaine pour lui permettre de trouver du travail.

Ces absences pourront être cumulées et attribuées d'un commun accord entre l'armateur et le marin.

L'inobservation du délai congé ouvre droit, sauf faute grave du marin à une indemnité compensatrice qui ne se confond ni avec l'indemnité de licenciement, ni avec les autres réparations prévues par les textes en vigueur.

Art. 50.- Dans le cas où les licenciements sont inévitables, l'armateur tiendra compte :

- des capacités professionnelles ;
- de l'ancienneté ;
- des notations ;
- des charges de famille ;
- de la qualité d'agent bénéficiant d'emploi prioritaire.

Art. 51.- Le personnel navigant licencié au titre de la compression d'effectifs ou pour inaptitude est indemnisé comme suit :

- de 1 à 5 ans d'ancienneté : 9 jours de salaire par année ;
- de 6 à 10 ans d'ancienneté : 11 jours de salaire par année ;
- plus de 10 ans d'ancienneté : 12 jours de salaire par année.

Il bénéficie en outre d'une priorité en cas d'un nouveau recrutement qui tient compte de son expérience, de sa qualification et de ses charges familiales.

#### TITRE II DES POSTES DE TRAVAIL AVANCEMENT ET PROMOTION

Art. 52.- Le personnel navigant embarqué occupe un poste de travail appartenant à l'un des groupes de fonction définie suivant la nomenclature figurant à l'annexe II du présent statut.

#### CHAPITRE PREMIER Classification

Art. 53.- Les postes de travail du personnel navigant sont classés en trois groupes.

- le groupe I appelé «personnel officier»
- le groupe II appelé «personnel de maistrance»
- le groupe III appelé «personnel d'exécution».

#### CHAPITRE II Avancement et Promotion

Art. 54.- L'avancement consiste à passer d'un échelon à un autre immédiatement supérieur.



Art. 55.- L'avancement à l'ancienneté consiste à l'attribution échelon à tout membre d'équipage justifiant de deux (2) années d'ancienneté dans l'échelon.

Art. 56.- L'avancement au mérite se traduit par l'attribution d'un échelon supplémentaire à celui auquel donne droit l'ancienneté.

Il a pour but d'encourager les marins qui font l'objet d'appréciations particulières favorables.

Art. 57.- Chaque année, les services concernés de l'armement établissent la liste des marins ayant droit à l'avancement.

Art. 58.- Les propositions d'avancement au mérite sont faites par le bord et sont transmises à l'armateur pour décision.

Art. 59.- En aucun cas, il ne peut être accordé deux avancements consécutifs au mérite.

Art. 60.- La promotion consiste à passer d'un grade à un autre grade supérieur.

Art. 61.- Les conditions de passage d'un grade à un autre grade supérieur sont fonction de la valeur professionnelle basée sur les critères tels que :

- réussite à un test ou examen ;
- notation et appréciation des chefs hiérarchiques.

Art. 62.- Tout marin promu à un grade supérieur est obligatoirement soumis à une période d'essai d'une durée de trois (3) mois pour les postes d'exécution et de six (6) mois pour ceux d'officiers.

Art. 63.- En cas d'insuffisance professionnelle constatée pendant sa période d'essai, il est procédé au reclassement de l'intéressé dans son grade antérieur.

### TITRE III

#### DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DÉFINISSANT LES DROITS ET OBLIGATIONS DU PERSONNEL NAVIGANT

#### CHAPITRE PREMIER *Droits du Marin*

Art. 64.- Les marins ont leurs droits garantis dans le cadre de la loi.

Ils sont égaux en droits et en devoirs, ils bénéficient des mêmes rémunérations et avantages pour un même travail à égalité de qualification et de rendement.

Art. 65.- Dans l'exercice de ses fonctions ou l'accomplissement de ses tâches, le marin est protégé par l'armateur contre toute forme d'outrage, de diffamation, de menace, d'injures, d'attaque de voie de fait ou de tentative visant à l'inféoder. L'armateur procède ou fait procéder à la réparation des préjudices éventuellement causés.

Art. 66.- La protection sociale du marin contre les effets de la vieillesse, de la maladie, des accidents et du décès est assurée par l'armement dans le cadre de la loi.

Art. 67.- Le marin est assuré de la stabilité et de la sécurité de son emploi dans les conditions prévues par la législation du travail.

Art. 68.- Le marin a droit au développement de sa personne sur le plan physique, moral, culturel et professionnel.

Art. 69.- Le marin a droit à la préservation de sa santé dans le travail. Il doit être soumis à une visite médicale obligatoire, une fois par an à la charge de l'armateur.

Sa protection par l'armement doit être assurée contre toute altération physique ou mentale par la surveillance de son adaptation au travail et par la prévention des maladies professionnelles et des accidents de travail.

Art. 70.- Dans l'accomplissement de ses tâches, l'armement assure au marin toutes les conditions de sécurité, l'hygiène, de travail et de vie à bord, conformément au règlement et à la bonne pratique maritime.

Art. 71.- La nourriture aux marins par l'armateur selon les modalités définies par le code de la marine marchandé et les règlements en vigueur, doit être saine, en quantité suffisante, de bonne qualité, d'une valeur nutritive et suffisamment variée.

L'indemnité journalière de nourriture reste due pendant les congés, repos hebdomadaires, maladies et accidents de travail. Le montant de cette indemnité est défini sur la base de la ration alimentaire du bord.

Art. 72.- Le marin bénéficie de tous les droits que la loi lui confère en matière d'oeuvres sociales et culturelles.

Art. 73.- Chaque marin a droit à la retraite dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Art. 74.- Le marin a le droit d'être informé des activités de son armement.

Art. 75.- L'armateur doit fournir gratuitement à chaque membre d'équipage des vêtements de travail et des vêtements de protection selon le caractère du travail effectué à bord du navire et suivant les types et quantités précisés à l'annexe III du présent statut.

Art. 76.- Les vêtements visés à l'article 75 ci-dessus doivent être complétés par des insignes de grades confectionnés conformément à la description faite à l'annexe IV du présent statut et attribués au marin suivant ses services et grade.

En cas de changement de service et de grade, les nouveaux insignes ne seront remis au marin que lorsqu'il aura rendu les précédents.

Art. 77.- L'armateur est tenu de fournir chaque année à chaque officier au moins deux (2) uniformes complets que l'intéressé doit porter tant à bord que dans l'enceinte des services de l'armement.

Art. 78.- Le droit syndical est reconnu à tous les marins

La protection et les facilités de l'exercice syndical sont assurées dans le cadre de la loi.

#### CHAPITRE II *Obligations du Marin*

Art. 79.- Le personnel navigant est tenu d'accomplir toutes les tâches inhérentes au poste qu'il occupe avec le souci constant d'améliorer la qualité de son travail, d'augmenter son rendement, d'assurer la bonne marche du navire dans le but de préserver l'honneur du pavillon national et le renom du marin béninois.

Art. 80.- Le personnel navigant doit accomplir son travail dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur ainsi que les usages et coutumes maritimes.

Art. 81.- Dans le cadre de ses attributions et de la bonne exécution des tâches qui lui sont confiées, le personnel navigant est tenu d'observer :

- les règles de sécurité et de discipline en vigueur ainsi que les mesures édictées en la matière ;
- la discrétion professionnelle ;
- l'esprit d'entraide et de vie commune à bord du navire.

Art. 82.- Le personnel navigant utilisé à titre permanent ainsi que les marins placés en réserve doivent :

- se tenir, dans les quarante huit (48) heures après notification, à la disposition de l'armement pour tout embarquement ;
- accepter de servir à bord d'un navire de l'armement suivant leur qualification et leur grade ;
- exercer éventuellement à terre ou à bord d'un navire désarmé les emplois correspondant à leur classification professionnelle entre les périodes d'embarquement ;
- prévenir l'armement dans les soixante douze (72) heures en cas de maladie ou blessure lorsqu'ils sont à terre, et lui adresser au plus tôt les pièces justifiant leur état de santé.

Art. 83.- A l'exclusion de toutes les tâches principales et secondaires inhérentes à leur poste de travail respectif, les marins peuvent être amenés à effectuer, contre paiement d'allocations spéciales, les travaux dits «spéciaux» précisés à l'annexe V du présent statut.

Art. 84.- Le marin est tenu d'accomplir, même aux heures où il n'est pas de service, tous les travaux ordonnés par le capitaine en cas de force majeure lorsque le navire est en péril, lorsque la vie des personnes embarquées est menacée, lorsque la cargaison est en danger ou en cas des circonstances dont le capitaine est seul juge.

Art. 85.- Le personnel navigant doit préserver et protéger, à tout instant et avec une vigilance soutenue, tout moyen de travail, patrimoine naval de l'armement.

Art. 86.- Le marin doit prendre soin des instruments, des outils et des autres moyens de travail mis à la disposition par l'armement. En cas de détérioration, perte ou destruction volontaires, le marin est tenu de procéder à leur remplacement.

Art. 87.- Le marin est tenu d'observer rigoureusement les mesures de sécurité, de propreté et de salubrité à bord, conformément à la législation en vigueur.

- Il doit veiller particulièrement au maintien en bon état des locaux réservés à la conduite et à l'exploitation du navire ainsi que de ceux à usage personnel et collectif.

Art. 88.- Le marin a le droit d'embarquer à bord des denrées ou des objets destinés à son usage personnelle. Il lui est formellement interdit d'embarquer à son usage ou à son compte sans autorisation de l'armateur, des marchandises ou des objets destinés à la vente ou qui peuvent menacer la sécurité du navire, des personnes à bord ou de la cargaison, de même que les objets dont la possession et le transport sur les navires sont soumis à des dispositions restrictives de la part des autorités béninoises ou des autorités des pays où le navire fait escale.

- Le marin est tenu de déclarer en tout temps au capitaine les quantités exactes de denrées de consommation personnelle et les objets qui sont en sa possession. Il est responsable de toutes les conséquences résultant de ses fausses déclarations.

Art. 89.- Les membres de l'équipage doivent respecter leurs supérieurs, avoir confiance en eux, obéir à leurs instructions et observer strictement les règlements de service à bord du navire.

Art. 90.- Les officiers sont tenus d'accomplir la totalité des tâches inhérentes à leur fonction notamment, l'organisation du travail au sein de l'équipage en vue d'une plus grande efficacité conformément à la législation en vigueur.

Art. 91.- Afin d'accroître la rentabilité du travail, le marin doit notamment :

- se conformer aux impératifs d'une organisation rigoureuse et rationnelle ;
- prêter en particulier, son concours actif à la définition et à la réalisation des normes de travail ;
- apporter par son travail la contribution maximale à la réalisation des objectifs de l'armement ;
- combattre énergiquement toute forme d'absentéisme et de corruption.

Art. 92.- Il est interdit à tout marin de posséder en propre ou par personne interposée des intérêts dans toute entreprise pouvant concurrencer son armement.

#### TITRE IV Des Rémunérations

##### CHAPITRE PREMIER Les Salaires

Art. 93.- L'ensemble du personnel navigant, régi par le présent statut est rémunéré sur une base mensuelle.

Art. 94.- Sans préjudice de la libre négociation collective ou individuelle, les taux des salaires minima du personnel navigant par catégorie professionnelle, sont fixés par décret pris en conseil des ministres, après consultation des organisations représentatives des armateurs et des gens de mer.

Au salaire de base s'ajoutent les différentes primes et indemnités fixées conformément aux dispositions des articles 101 et 102 de la présente loi.

Art. 95.- Les salaires de base ainsi que leurs accessoires sont portés dans les contrats individuels d'engagement.

Art. 96.- Par période de disponibilité, il faut entendre la période pendant laquelle le marin, tout en ayant reçu un télégramme ou un bon d'embarquement ou ayant terminé ses congés, est astreint à séjourner à terre en attente d'embarquement par le fait de l'armement ou du navire.

La durée de disponibilité commence le lendemain de la date de la fin de congé et se termine la veille de l'embarquement (sauf si le marin n'a pas répondu à une convocation de l'armement, auquel cas il passe en congé sans solde).

Art. 97.- Chaque fois que le marin sera en période de disponibilité, il bénéficiera de l'intégralité de son salaire majoré de



unité de nourriture et de logement. Toutefois, dans ces conditions l'armateur se réserve le droit d'utiliser ses services à

Art. 98.- Le marin reconnu dans l'impossibilité d'assurer son service par suite de maladie ou d'accident est, sur présentation d'un certificat médical, placé en congé maladie.

Cependant, l'armement se réserve le droit d'ordonner une contre visite.

Le marin placé en congé maladie perçoit l'intégralité de son traitement pendant les trois (3) premiers mois et la moitié de celui-ci pendant les trois (3) mois suivants.

Au delà de ces six (6) mois, il est reconnu inapte pour exercer la profession et est licencié pour inaptitude physique. Dans ce cas, il bénéficie des droits et avantages y afférents.

Art. 99.- Le marin physiquement apte à reprendre son emploi d'origine est réintégré dans celui-ci.

S'il est diminué physiquement, il est reclassé dans un autre emploi compatible avec ses nouvelles capacités physiques ; il bénéficie dans cet emploi du salaire et des avantages attachés à ce nouvel emploi.

S'il est reconnu physiquement inapte à tout emploi dans l'armement par un médecin agréé, il est licencié pour inaptitude physique conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Art. 100.- Le congé maladie est accordé par un médecin à un marin qui débarque malade ou accidenté au Bénin ou ailleurs. Ce congé suspend le congé de détente acquis.

## CHAPITRE II

### Indemnités, Allocations Spéciales et Primes

Art. 101.- Les indemnités, allocations spéciales et primes à caractère réglementaire sont accordées au personnel justifiant des conditions requises pour leur attribution.

Art. 102.- L'annexe IV du présent statut fixe la nature des primes et indemnités pour chaque type de navigation.

Ces diverses primes feront l'objet de négociation entre armement et marins sous l'arbitrage de la direction de la marine marchande.

## TITRE V

### DE LA DISCIPLINE A BORD

#### CHAPITRE PREMIER

##### Autorité a bord

Art. 103.- L'autorité à bord du navire sur toute personne embarquée relève du capitaine, ou à défaut, du marin qui exerce en fait le commandement du navire.

Art. 104.- Le capitaine est tenu d'assurer l'ordre et la sécurité à bord de navire et de veiller à bonne exécution de l'expédition entreprise en exerçant tout moyen nécessaire prévu par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### CHAPITRE II

##### Discipline a bord

Art. 105.- Tout membre de l'équipage qui, contrairement aux règlements en vigueur, commet un acte préjudiciable au déroulement normal du service à bord du navire ou à terre, est sujet à une sanction disciplinaire.

Art. 106.- Sont considérées comme infractions à la discipline du service à bord des navires ou à terre, notamment :

- la négligence dans un service de quart, de garde ou dans un autre service ;

- l'absence à bord sans autorisation ;

- la désobéissance à tout ordre donné par un supérieur concernant le service ;

- la non observation des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène ;

- la dégradation volontaire de matériel, des outils et des objets utiles à la navigation, au chargement ou au déchargement des marchandises ou à la sécurité du navire ;

- l'ivresse à bord pendant le service, l'ivresse en dehors du navire si elle entraîne un scandale public ;

- la non observation des règles de coopération, d'entraide et de vie commune et particulièrement le manque de respect mutuel entre les membres de l'équipage, des insultes de même que les querelles et disputes à bord ;

- toutes autres infractions aux règlements maritimes en vigueur.

Le régime disciplinaire et pénal est défini par le code de la marine marchande qui distingue d'une part les fautes contre la discipline et d'autre part les délits et crimes.

## CHAPITRE III

### Sanctions

Art. 107.- Toute faute ou manquement à la discipline peut entraîner sans préjudice de poursuites pénales, l'application des sanctions ci-après :

a) Sanctions du premier degré

- la réprimande ;
- l'avertissement verbal ou écrit.

b) Sanctions du second degré

- le blâme ;
- la mise à pied (suspension temporaire) ;
- les amendes ;
- le retard à l'avancement ;
- la rétrogradation ;
- la révocation.

Art. 108.- La réprimande et l'avertissement peuvent être prononcés, dans le cas de fautes légères, par le capitaine à l'encontre des membres d'équipage et par l'amateur à l'égard des marins en réserve.

Art. 109.- Les sanctions du second degré sont prononcées par le conseil de discipline devant lequel le marin est déféré.

Les décisions du conseil sont notifiées à l'intéressé par écrit. Le capitaine, quand il juge nécessaire, est habilité à débarquer tout marin passible d'une sanction du second degré.

Art. 110.- Tout capitaine ou officier qui se rend coupable d'une

professionnelle ou d'un manquement est passible de l'une des sanctions prévues par le code de marine marchande.

TITRE VI

DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

La Formation

Art. 111.- L'armateur est tenu de s'organiser en vue de promouvoir les actions de formation et de perfectionnement nécessaires à ses besoins, et d'assurer la formation continue de l'ensemble de son personnel en vue de son développement et de son épanouissement.

Art. 112.- Les modalités de mise en oeuvre de toute action de formation feront l'objet, entre l'armateur et l'intéressé d'un accord particulier selon les dispositions en vigueur.

CHAPITRE III

La Protection Sociale

Art. 113.- Tout personnel navigant est tenu de suivre les cours, cycles ou actions de formation ou de perfectionnement organisé dans le cadre des besoins de l'armement afin d'accroître les connaissances générales, professionnelles et technologiques qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement normal des tâches qui lui sont confiées ou que l'armement envisage de lui confier en vue d'une promotion.

Les années passées à l'école dans le cadre d'une formation professionnelle sont prises en compte pour le calcul de l'ancienneté.

Art. 114.- Les frais occasionnés par les stages et formations organisés dans l'intérêt du service sont pris en charge par l'armement.

CHAPITRE II

Les Oeuvres Sociales

Art. 115.- Le but des oeuvres sociales dont l'armement est tenu de réunir les conditions d'exercice est de contribuer à l'élévation du niveau du marin et à l'épanouissement de sa personne.

L'armement devra, chaque fois que cela est possible, prévoir à bord des navires, des facilités pour la projection des films, pour l'utilisation de la télévision, pour le bricolage et pour l'utilisation, pour le bricolage et pour la lecture.

CHAPITRE III

La Protection Sociale

Art. 116.- L'armateur est tenu d'assurer le personnel navigant sur la vie, contre les accidents du travail, contre la perte de son aptitude d'exercer la profession de marin par suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, et contre la perte de ses efforts personnels par suite de naufrage, incendie à bord ou autre cas fortuit ou de force majeure pendant le voyage en mer, sans préjudice de la réglementation en vigueur.

Art. 117.- Le personnel navigant bénéficie de la gratuité des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation.

La famille du marin est traitée comme celle du sédentaire

Art. 118.- Le marin peut être rapatrié lorsque les circonstances l'exigent. Le rapatriement comprend :

- le transport ;
- la nourriture ;
- le logement ;
- éventuellement le vêtement, mais à titre d'avance seulement.

Les frais de rapatriement incombent à l'armateur. Toutefois, ces frais doivent être remboursés à l'armateur :

a) par le marin, lorsqu'il est congédié à l'étranger avec l'accord de l'autorité maritime, ou lorsqu'il est blessé ou tombé malade par suite d'un fait intentionnel de sa part ;

b) par l'Etat, lorsque le marin est débarqué par l'autorité maritime pour passer en jugement ou subir une peine, le recours de l'Etat contre le marin étant réservé.

En outre, lorsque le contrat d'engagement est résilié par la volonté commune des parties, les frais de rapatriement doivent être réglés par la convention des parties.

Art. 119.- En cas de décès du marin, il est versé aux ayants droit du marin décédé une allocation décès conformément aux conventions internes.

TITRE VII

DU STATUT MILITAIRE DU MARIN

Art. 120.- 1° - Tout marin béninois peut, en période d'hostilité, être requis à son poste à bord d'un navire battant pavillon béninois pour la défense de la patrie.

2° - Le pouvoir de réquisition appartient au directeur de la marine marchande qui peut en faire usage dès la mise en vigueur de l'état d'urgence.

3° - Les réquisitions sont notifiées individuellement aux marins béninois par le directeur de la marine marchande.

4° - Le directeur de la marine marchande peut, si nécessaire requérir en vue d'un embarquement sous pavillon béninois, des marins régulièrement immatriculés et non embarqués.

Art. 121.- La présente Loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 12 mai 1998.

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement.

Mathieu KEREKOU

Le Ministre de la Fonction Publique,  
du Travail et de la Réforme Administrative.  
Assouma YAKOUBOU

Le Ministre des Travaux Publics  
et des Transports  
Kamarou FASSASSI



ANNEXE PREMIERE

TYPE DE NAVIGATION	OFFICIERS CONGE PAYE	PERSONNEL D'EXECUTION CONGE PAYE
Long cours et grande pêche	14 jours par mois d'embarquement	12 jours par mois d'embarquement
Cabotage et Pêche au Large	12 jours par mois d'embarquement	10 jours par mois d'embarquement
Navigation Côtière et Pêche Côtière	10 jours par mois d'embarquement	8 jours par mois d'embarquement
Navigation Offshore	Nombre de jours passés en mer égal nombre de jours repos	4 semaines de mer. 4 semaines de de repos
Pétroliers et Gaziers	16 jours par mois d'embarquement	4 jours par mois d'embarquement
Navigation Côtière (Marin Portuaire)	6 jours par mois cumulés et accordés après 10 mois de travail	4 jours par mois de travail

ANNEXE II

NOMENCLATURE DES POSTES DE TRAVAIL

REMORQUAGE

Fonction	Définition
Capitaine d'armement	- Assure la gestion de la station de remorquage
Mécanicien d'armement	- Gère le département machine de la station
Chef Mécanicien	- Programme les visites d'entretien
Officier Mécanicien	- Dirige le personnel machine
Electricien	- Entretien le département électrique - Entretien les groupes, pompes éclairages
Maître Graisseur	- Surveille les machines
Graisseur	- Assiste l'officier mécanicien
Patron	- Est responsable du remorquer et des manoeuvres portuaires
Maître d'équipage	- Est responsable de l'équipe d'entretien

Matelot

- Distribue le travail aux matelots

Cuisinier

- Entretien courant du remorqueur

- Prépare le repas  
- Contrôle, commande et réceptionne les vivres

NAVIGATION AU COMMERCE PECHE ET NAVIGATION EN OFFSHORE

Fonction	Définition
Capitaine	- Chef de l'expédition maritime
Second capitaine	- Adjoint du capitaine - Chef des services pont - Responsable de la sécurité à bord - Responsable de la cargaison
Lieutenant	- Assure le quart - la sécurité - Assiste le second capitaine pour les opérations commerciales - Corrige les documents nautiques - Assure la correspondance avec les différents services de l'armement et les inscriptions maritimes

Officier Radio	- Assure la maintenance de la station radio - Transmet et reçoit les messages en clair ou morse
Chef mécanicien	- Gère le département machine - Programme les visites, entretien et suit la vie des machines
Second mécanicien	- Adjoint du chef mécanicien - Chef du service machine - Etablit et distribue le travail au personnel - Veille à l'entretien
Officier Mécanicien	- Assure la surveillance pendant le quart - Chargé de l'entretien des auxiliaires qui lui sont attribués
Electricien	- Entretien le département électrique - Entretien les groupes - pompes éclairage, matériel électrique
Maître Graisseur	- Responsable direct des graisseurs et nettoyeurs - Inspection - Entretien
Nettoyeur	- Nettoyage des cales et des moteurs - Peinture machine - Assiste le graisseur
Novice Machine	- Apprenti marin, participe à l'entretien de la machine pendant la journée
Ouvrier	- Visite et entretien courant
Matelot qualifié	- C'est un matelot titulaire d'un certificat de la Marine Marchande Effectue le même travail qu'un matelot
Matelot	- Participe à l'entretien du navire - amarrage du navire - saisissage de la marchandise - veille de sécurité
Matelot léger	- matelot dont l'âge est compris entre 18 et 21 ans - même tâche que ci-dessus
Novice Pont	- Apprenti marin, participe à l'entretien du navire pendant la journée
Cuisinier	- Prépare les repas - Contrôle, commande et réceptionne les vivres

Boulangier	- Fait le pain à bord
Aide cuisinier	- Seconde le cuisinier dans la préparation des menus
Maître d'Hôtel	- Gère la literie, gère le couvert - Sert les produits consommables
Garçon de carré	- Sert les officiers - Nettoie le couvert - Nettoie les cabines des officiers

ANNEXE III

VETEMENTS DE TRAVAIL

*Officiers*

- 2 Combinaisons pour les officiers pont
- 3 Combinaisons pour les officiers machine
- 1 Paire de gants
- 1 Pull over
- 1 Paire de chaussures sécurité
- 1 Bonnet d'hiver
- 2 Paires de bas
- 1 Complet kaki comprenant : 1 pantalon long, 1 chemise manche courte/longue
- 1 Tenue marine comprenant : 1 pantalon long bleu marine, 1 chemise blanche
- 1 Paire de chaussures noires avec 1 paire de socquettes noires
- 1 Parka (chaque 4 ans)
- Badge portant le nom et le rang du porteur et le logo de l'armement

*Personnel subalterne*

- Pont et Machine
- 3 Combinaisons
- 1 Paire de gants
- 1 Pull over
- 1 Bonnet d'hiver
- 1 Paire de chaussures de sécurité



ka (chaque 4 ans)

Paire de bas

**SERVICE GENERAL**

Cuisinier et boulanger

2 Pantalons longs pieds de poule

1 Paire de chaussures de travail

1 Toque

1 Pull over

2 Blousons blancs

1 Parka (chaque 4 ans)

**Maître d'Hôtel**

2 Ensembles de service comprenant : 2 pantalons noirs, 2 chemises manches courtes

1 noeud papillon noir, 1 cravate noire, 1 paire de chaussures noires,

1 paire de socquettes noires

1 Pull over

1 Parka (chaque 4 ans)

**Garçon**

2 Ensembles de service comprenant : 2 pantalons noirs,

2 chemises manches courtes

1 cravate noire, 1 paire de chaussures noires avec

1 paire de socquettes

**ANNEXE IV**

*Insignes de grades*

Une paire de pattes d'épaules portant le grade vient en complément de la tenue : elle doit être portée de façon visible sur les vêtements de travail et de cérémonies.

*Parements des pattes d'épaules*

- Service Pont : drap noir
- Service machine sauf électroniciens : velours violet
- Service radio et électriciens : velours bleu rouge
- Service médical : velours rouge
- Service hôtel : velours vert

**Galons**

**Officiers**

- Capitaine/Chef mécanicien : 4 galons or droits
- Second capitaine/mécanicien : 3 galons or droits
- Lieutenant (pont, machine, radio) : 2 galons or droit
- Officier élève : 1 galon or droit

**Maistrance**

- Maître équipage : maître graisseur : 3 galons or en V
- Second maître : 2 galons or en V
- Magasinier : 1 galon or en V

**Subalternes**

: néant

**N.B**

1/ La catégorie du marin sera vérifiée avant la remise des insignes de grade

2/ En cas de changement de catégorie, les nouveaux insignes de grade ne seront remis au marin que lorsque celui-ci aura rendu ses précédents insignes de grade.

**ANNEXE V**

**TRAVAUX SPECIAUX**

- L'arrimage des marchandises dans les cales et sur le pont
- L'embarquement et le débarquement des marchandises et de la conduite des appareils de levage pendant ces opérations
- Le grément des appareils de levage
- Le nettoyage ou tous travaux dans les collecteurs d'échappement des moteurs ou des ballasts à combustibles ou à eau nécessitant des pénétrations à l'intérieur
- Les grands travaux d'entretien
- Le traitement des puits aux chaînes
- Les travaux de visite périodique sur le moteur et les organes de propulsion
- Le nettoyage des tanks à ciment, baryte, combustible et eau
- Les opérations d'ancres
- La récupération des panneaux
- La récupération des filets

**ANNEXE VI**

*Primes et indemnités communes a toutes navigations y compris pilotage et remorquage*

- Prime de brevet
- Prime de responsabilité
- Indemnité de fin de carrière
- Allocation pour travaux spéciaux
- Prime de rendement (fin d'année)
- Prime de nourriture
- Prime de logement
- Indemnité de ralliement

*Primes et indemnités pour les marins du large et de la navigation côtière*

- Prime d'hydrocarbure
- Prime de courte escale
- Prime aux milles marins parcourus
- Prime de représentation
- Prime de risque en zone de guerre

*Prime pour la navigation de pêche*

- Prime de rendement par marée
- Prime de récupération de panneaux
- Prime de salissure
- Prime de récupération de filet

*Prime pour la navigation en offshore*

- Prime d'opération d'ancres (pour le personnel ayant participé aux opérations)
- Prime de nettoyage des tanks à ciments, baryte et combustibles

*Primes de remorquage et de pilotage*

- Prime de veille de sécurité pour tout navire ayant à son bord des produits dangereux
- Prime d'assistance à un navire dans l'incapacité de manoeuvrer
- Prime de traitement des puits à eau et à combustibles
- Prime de traitement des puits aux chaînes
- Prime de travaux de visite périodique sur les moteurs et les organes de propulsion

**MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**

Arrêté n°18 MCC/CAB/SG/DPPT/SA, du 14 mai 1999, portant agrément de la Société World télécom Systems pour la Prestation de Services d'internet et de transmission de données.

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Vu la loi n°90-032 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin;

Vu la loi n°92-032 du 6 avril 1992 portant détermination des principes fondamentaux des dénationalisations et des transferts de propriétés d'entreprise du secteur public au secteur privé notamment en son article 7 alinéa 3;

Vu la proclamation le 1er avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996;

Vu le décret n°98-220 du 15 mai 1998 portant composition du Gouvernement;

Vu le décret n°96-402 du 18 septembre 1996 fixant les structures de la Présidence de la République et des Ministères;

Vu le décret n°97-170 du 7 avril 1997 portant attribution, organisation et fonctionnement du Ministère de la Culture et de la Communication;

Vu le décret n°94-361 du 4 novembre 1994 portant approbation de la déclaration de politique sectorielle des Postes et Télécommunications;

Vu le contrat n°012/99/OPT/DT du 2 février 1999 portant exploitation de Télécentres privés et Publiphones d'intérieur entre l'Office des Postes et Télécommunications et World Télécom Systems notamment en son article 2 alinéa 2.1

Vu l'arrêté n°008/MCC/CAB/SG/DPPT/SA du 19 février 1999 portant agrément de la Société World Télécom Systems pour l'exploitation de télécentres privés en République du Bénin

ARRÊTE :

Article premier: La Société World Systems, sise au carré/703 Immeuble Yaya, est agréée en qualité de prestataire de service d'Internet et de transmission de données avec possibilité d'installer son propre Serveur.

Art. 2 : La durée de l'agrément est de trois (3) ans pour compter de la date de signature du présent arrêté. Elle est renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation six (6) mois avant l'expiration du contrat.

Art. 3: La Société World Télécom Systems est tenue d'assurer un accès équitable à ses services à tous les usagers sans discrimination.

Art. 4: Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 14 mai 1999

Séverin ADJOVI

Arrêté n°22 MCC/CAB/SG/DA/ABP/SA du 8 juin 1999, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'agence Bénin-Presse.

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Vu la loi n°90-32 du 11 décembre 1990, portant Communication de la République du Bénin;

Vu la proclamation le 1er avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996;

Vu le décret n°96-402 du 18 septembre 1996, fixant les structures de la Présidence de la République et les Ministères;

Vu le décret n°98-280 du 12 juillet 1998, portant composition du Gouvernement;

Vu le décret n°97-170 du 7 avril, 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Culture et de la Communication;

Considérant les nécessités du service et sur proposition du Directeur de l'Agence Bénin-Presse.

ARRÊTE :

**TITRE PREMIER**

**MISSION ET ATTRIBUTION DE L'AGENCE BÉNIN-PRESSE**

Article premier: L'Agence Bénin-Presse a pour mission la collecte et la distribution aux médias (Radio nationale, Télévision nationale, La Nation, Presse privée) et autres organismes publics et privés, les nouvelles en provenance de l'intérieur et de l'extérieur du territoire national.

A ce titre elle est chargée de :